



**8TH EUROPEAN CONFERENCE ON
SUSTAINABLE CITIES & TOWNS**

BASQUE COUNTRY | BILBAO | 27 - 29 APRIL 2016

basquecountry2016.eu

LA DÉCLARATION BASQUE

Nouvelle feuille de route pour des villes et villages européens

visant à créer des communes productives, durables et viables pour
une Europe habitable et inclusive

Préambule

Notre origine

Il y a plus de 20 ans, pendant la 1ère Conférence Européenne des Villes et Villages Durables, des dirigeants de villes et villages européens ont approuvé la **Charte d'Aalborg**, pionnière à cette époque, qui a lancé la Campagne Européenne des Villes et Villages durables. Inspirée par les résultats obtenus lors de la Conférence sur l'Environnement et le Développement de l'ONU en 1992 organisée à Rio de Janeiro, et par les résultats du Groupe d'Experts en Environnement urbain de l'UE, avec le soutien des principaux Réseaux européens des Gouvernements locaux, la Campagne a évolué pour devenir le premier mouvement de gouvernements locaux à grande échelle basé sur des engagements clairs et doté d'une puissante structure de soutien, notamment celui de la Commission européenne. Dès lors, un grand nombre de processus d'Agenda Local 21 ont été menés dans toute l'Europe, établissant des perspectives et des actions à entreprendre en faveur d'un avenir durable pour les villes européennes. Dans certaines régions d'Europe, les gouvernements régionaux et nationaux ont soutenu le mouvement Agenda Local 21 d'un point de vue structurel et financier. Pendant sa première décennie d'existence, ce mouvement s'est centré en grande mesure sur une planification participative et sur des questions environnementales.

10 ans après, en 2004, suite au Sommet Rio+10 de l'ONU à Johannesburg, le besoin d'établir un cadre de référence clair comprenant une définition des objectifs et une mesure du progrès a été intégré dans les **Engagements d'Aalborg**. Un grand nombre de villes commençaient à appliquer leurs engagements et à débattre sur les indicateurs et les systèmes de gestion pour leur mise en œuvre et leur supervision. À ce moment-là, l'approche était axée sur les mécanismes de mise en œuvre, l'efficacité des ressources et les processus qui appliqueront ces mêmes ressources au profit des services et du bien-être de la société.

La Convention des Maires et l'Agenda urbain européen

Avec le lancement de la **Convention des Maires** en 2008 un nouveau modèle de gouvernance est né en Europe, reliant directement les niveaux politiques locaux et de l'Union européenne. Aujourd'hui, cette initiative relie les chemins de milliers d'autorités locales

et régionales qui, volontairement, s'engagent à mettre en œuvre les objectifs climatiques et énergétiques de l'Union européenne sur leurs territoires. L'applicabilité de ce modèle de gouvernance réussi à d'autres domaines thématiques, fait toujours objet de débat.

C'est en 2016 que le nouvel agenda urbain de l'UE a été présenté, avec l'objectif de mieux intégrer les politiques urbaines dans l'Union européenne et d'établir de nouvelles formes de coopération entre les gouvernements locaux, l'UE et la Commission européenne. Ce cadre sera soutenu par le Pacte d'Amsterdam qui sera lancé fin mai 2016.

Le nouveau cadre de l'ONU

En septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a approuvé les 17 **Objectifs de Développement Durable (ODD)**, dont l'objectif 11 concerne les villes et les zones urbaines. Les ODD suivent la logique et l'esprit des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM), et les transfèrent dans le nouvel Agenda 2030 pour le Développement durable.

Ces objectifs doivent être appliqués par tous les États membres de l'ONU et assument une perspective d'intégration sur le développement international et la subsistance de la vie humaine sur notre planète. Les ODS incluent de nouvelles thématiques et une approche qui présente l'environnement, l'économie et la société comme des systèmes intégrés plutôt que des piliers séparés et en concurrence, comme par exemple la Consommation et la Production durable.

En décembre 2015, et dans le cadre la 21ème Conférence des Parties (COP 21) de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CMNUCC) à Paris, on est parvenu à un accord mondial sur le climat pour limiter le réchauffement de la planète à une hausse de la température comprise entre 1,5 et 2 °C. Avec les autres accords de référence internationaux, **l'Accord sur le Climat de Paris** définit le cadre international pour les actions sur le climat à tous les niveaux de gouvernement.

Pendant le Sommet sur le Climat des Nations Unies de septembre 2014, le Secrétaire général des Nations Unies et son Envoyé spécial pour les Villes et le Changement climatique ont lancé le **Global Compact of Mayors** (Convention mondiale des Maires contre le changement climatique). Avec le soutien des principaux réseaux de

villes, la Convention établit une plateforme commune pour canaliser l'impact des actions collectives des villes à travers des mesures standardisées des émissions et des risques climatiques, et des évaluations publiques cohérentes sur les efforts de ces villes. Depuis, des centaines de villes du monde ont rejoint le Compact of Mayors.

Peut-être d'une manière plus explicite qu'avant, ces accords partagent la notion des limites mondiales qui doivent être respectées pour protéger la qualité de vie citoyens des villes, des pays et des continents, en définitive, de notre planète. Cependant, il est d'autant plus important de reconnaître que les changements nécessaires pour atteindre les objectifs définis dans le monde passent par une transformation complète de la société, et qu'il est nécessaire de faire face à des défis sociaux, culturels, économiques et technologiques qui vont affecter profondément les sociétés urbaines.

Des villes et des villages d'Europe

On demande aux dirigeants de villes, aux responsables de la prise de décisions, aux agents urbains et aux citoyens de concevoir et de donner vie à cette transformation car l'Europe n'a toujours pas réussi à récupérer de la crise financière et économique, et nos pays font face au chômage et à un écart de plus en plus important entre les riches et les pauvres. De plus, nos sociétés doivent se confronter à des conflits régionaux dans des régions environnantes, au fossé économique et social, qui est l'une de leurs causes, ainsi qu'à la migration de plus en plus importante vers l'Europe, qui est l'une de leurs conséquences.

Aujourd'hui, pour pouvoir faire face à ces défis, nous devons penser avec créativité et trouver une manière innovante de nous engager sur le plan économique et social vis-à-vis de nos sociétés civiles, en particulier à l'échelle locale. Pour le faire, nous devons trouver des solutions durables qui augmentent la valeur économique que l'on obtient dans des villes et des régions au profit de la population locale. Nous avons besoin d'inspiration, d'une plus grande prise de conscience et d'une meilleure éducation, de nouvelles idées, d'innovation technologique et sociale, et de notre engagement actif en tant que responsables politiques, agents entrepreneurs et citoyens responsables pour protéger ensemble notre avenir.

Nous devons définir une nouvelle feuille de route vers le futur !

Nous, en tant que maires et mairesses de villes et de villages européens

En assumant notre responsabilité en matière de bien-être de nos citoyens et de ceux du futur, et dans la dimension mondiale de notre développement local, notre style de vie et consommation des ressources,

Nous reconnaissons la nécessité d'œuvrer pour une transformation technologique, socio-économique et socioculturelle de nos sociétés afin d'assurer une qualité de vie digne pour notre population tout en respectant les limites de nos écosystèmes locaux et mondiaux, et les ressources naturelles disponibles.

Nous comprenons la nécessité de transformation pour :

1. décarboniser nos systèmes d'énergie et réduire la consommation totale de cette ressource,
2. créer des modèles durables de mobilité urbaine et d'accessibilité,
3. protéger et améliorer la biodiversité et les services des écosystèmes,
4. réduire l'utilisation de terrain non urbanisé et d'espace naturel,
5. protéger les ressources hydriques la qualité de l'eau et celle de l'air,
6. s'adapter au changement climatique et réduire le risque de catastrophes,
7. améliorer les espaces publics pour créer des environnements de convivialité, sûrs et dynamiques,
8. obtenir suffisamment de logements adaptés à tous les habitants,
9. garantir l'inclusion et l'intégration sociale de toute la société,
10. renforcer nos économies locales et les opportunités d'emploi local.

Pour soutenir et accélérer...

... La transformation socioculturelle :

Nous développerons une « culture de la durabilité » basée sur l'accès équitable aux services municipaux pour tous les habitants sans distinction d'âge, de religion, de race ou de genre, et nous la reflèterons dans nos budgets et nos systèmes d'éducation ;

Nous impliquerons activement nos habitants, en passant d'une planification participative à une mise en œuvre participative, en soutenant et en utilisant de nouvelles approches telles que la production, l'innovation et la conception collaboratives ;

Nous redéfinirons les limites entre services, activités et tâches d'ordre public et privé, nous essayerons d'encourager l'engagement privé et civique à l'échelle locale ;

Nous favoriserons l'innovation sociale, les entreprises sociales et l'engagement civique pour soutenir l'éducation, la formation et l'inclusion sociale des groupes marginalisés et d'immigrants ;

Nous soutiendrons l'« économie du partage », l'« économie de collaboration » ou l'« économie civique », et d'autres approches combinant les idées d'esprit entrepreneur, d'engagement civique et de transformation de la société.

... La transformation socio-économique :

Nous transformerons les défis auxquels nous sommes confrontés en opportunités pour nos économies locales dans des domaines clés tels que la production décentralisée des énergies renouvelables, la production d'aliments locaux, les concepts novateurs de transports, les nouvelles approches des services sociaux et beaucoup d'autres innovations ;

Nous créerons et fermerons les chaînes de valeur locales, nous faciliterons la coopération innovante des entreprises pour capter une valeur locale et régionale, créer des opportunités d'investissement local à petite échelle et des postes de travail, et augmenter les recettes publiques ;

Nous appliquerons des idées innovantes de financement, telles que le crowdfunding, le financement coopératif, la combinaison des fonds publics et municipaux, ou les monnaies complémentaires ;

Nous ferons l'acquisition de produits et de services respectueux de l'environnement, et nous tiendrons compte des impacts sociaux et économiques d'une décision d'achat ;

Nous encouragerons le développement vers une économie circulaire qui réduise la nécessité de consommer des ressources naturelles et de générer des déchets.

... La transformation technologique :

Nous sélectionnerons et appliquerons à bon escient de nouvelles technologies intelligentes qui soutiennent les transformations socioculturelles et socio-économiques nécessaires, et veillent sur l'intérêt des habitants et le bien public ;

Nous utiliserons l'achat public comme un instrument pour accélérer l'introduction sur le marché de technologies innovantes et durables, et nous nous assurerons que leur application suive les avis de la demande et permette l'application de solutions locales décentralisées aux défis auxquels nous sommes confrontés ;

Nous ferons face au fossé numérique dans nos sociétés locales, et nous fournirons l'infrastructure et le soutien nécessaires pour que tous les groupes aient un accès égal aux services d'informations et numériques ;

Nous soutiendrons les normes de données en libre accès et nous ferons en sorte que les données publiques recueillies ne soient pas contrôlées par des acteurs privés, et qu'elles restent à la disposition de nos gouvernements locaux afin d'améliorer les politiques et les services pour les habitants ;

Nous élaborerons nos politiques, nos systèmes de gestion publique et de gouvernance, ainsi que nos sociétés urbaines pour les changements socioculturels conduisant aux technologies innovantes et intelligentes, ceci afin d'optimiser les effets positifs.

Pour faire de nous des agents actifs qui fassent de cette transformation une réalité...

... Nous ferons appel aux gouvernements nationaux et régionaux, et à l'Union européenne :

Pour augmenter considérablement l'intégration horizontale (entre les départements et les ministères) et verticale (entre tous les niveaux de gouvernance) des politiques liées au développement urbain ;

Pour offrir des cadres réglementaires communs, des incitations et des impôts afin de créer des conditions de marché qui favorisent la transformation nécessaire et génèrent des cadres transparents et des conditions de concurrence équitables pour tous les acteurs privés et publics impliqués, en repoussant les cadres, incitations et impôts qui empêcheraient cette transition ;

Pour encourager et soutenir des initiatives menées par la communauté et des approches décentralisées basées sur des cadres réglementaires communs et des conditions de marché afin de soutenir les chaînes de valeur locales et la captation de valeur ;

Pour aligner les objectifs et les fins politiques avec les programmes financiers et les plans de soutien disponibles pour le développement urbain et l'infrastructure ;

Pour conseiller des institutions financières publiques et des banques en matière de soutien aux investissements à petite échelle en dessous des seuils actuels, et offrir des programmes de sécurité et des fonds de garantie pour des investissements basés sur la communauté.

... Nous déclarons être prêts :

À soutenir les gouvernements nationaux et régionaux, et l'Union européenne pour mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable de l'ONU et l'Accord sur le Climat de Paris, et aligner l'Agenda urbain de l'UE avec leurs objectifs ;

À lancer et mettre en œuvre les actions de transformation à l'échelle locale en suivant les 15 règles de la nouvelle feuille de route ;

À contrôler et documenter des actions de transformation et à faire en sorte qu'elles soient disponibles pour pouvoir être répliquées à travers la Plateforme Européenne des Villes Durables www.sustainablecities.eu

SOUTENUE PAR:



Donostiako Udala
Ayuntamiento de San Sebastián



Nous vous invitons à soutenir la Déclaration Basque.
Si vous souhaitez plus d'informations, veuillez nous contacter par e-mail à
basque2016@iclei.org

basquecountry2016.eu



[#BasqueDeclaration](https://twitter.com/BasqueDeclaration)

Suivez les dernières nouveautés sur Twitter : [@sustain_cities](https://twitter.com/sustain_cities)